19 JUIN 1986
O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° : 20 060
Cote : B

GÉRARD REMY
Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer

De la montagne à la plaine : aspects et problèmes d'un mouvement de colonisation au Nord-Cameroun

La coordination des recherches sur un thème ou sur un problème, et la collaboration, plus ou moins formalisée, de chercheurs de disciplines diverses présentent un intérêt et une efficacité qui ne sont plus à démontrer. L'équipe de chercheurs en sciences humaines du Centre ORSTOM de Yaoundé (Cameroun) en apporte une nouvelle preuve.

Les Monts du Mandara et les populations qu'ils abritent sont très attachants et ont depuis longtemps attiré l'attention des chercheurs, notamment des géographes : l'article de J. Dresch en 1952 [6] en fait foi. A travers la bibliographie, un thème surgit sans cesse, lancinant : face à une démographie « galopante », cette région n'est plus en mesure de nourrir tous ses habitants, tandis que ses caractères naturels se révèlent inadaptés aux exigences et nécessités du développement rural tel qu'il est conçu et suscité actuellement par les autorités camerounaises. Il n'y a pas d'autre choix : une partie de la population doit quitter les montagnes et chercher ailleurs sa subsistance et un niveau de vie meilleur. Le mouvement était déjà amorcé sous des formes variées, de façon plus ou moins spontanée, depuis 1930 environ. Il s'est précipité en 1963-64 sous la pression de l'Administration. Celle-ci a par ailleurs encouragé ou suscité et dirigé l'installation de montagnards dans des « casiers » ou périmètres d'accueil en plaine.

Plusieurs chercheurs, démographes, géographes, sociologues se sont intéressés selon des orientations différentes soit aux conditions de la vie sociale et économique dans les montagnes et de l'émigration, soit au mouvement d'implantation des montagnards dans la plaine. L'un d'entre eux, J. Boutrais, a tenté de dresser le bilan de la descente des montagnards en 1970. Il circonscrit l'ampleur du phénomène, décrit ses divers aspects, analyse les facteurs de l'émigration et ses conséquences en montagne et dans la plaine [5]. Sa contribution est fondamentale.

Les enseignements de ces divers travaux sont rassemblés ici. Ils ne concernent que la partie nord des Monts du Mandara, la plus densément peuplée, la seule pour laquelle se pose concrètement le problème de la descente en plaine.

Les Monts du Mandara sont situés au nord du Cameroun, près de la frontière nigérienne, au niveau de Maroua. C'est un ensemble granitique constitué par un plateau intérieur, dont l'altitude est voisine de 800 m, troué de pointements volcaniques, cerné de toutes parts par des massifs ou rebords montagneux qui atteignent parfois 1 500 m. Il émerge des plaines (plaine du Mandara au nord, plaine du Diamaré à l'est) par des versants très raides qui dominent des glacis de piedmont et de petits bassins alluviaux au débouché des vallées. Vers l'est, il est précédé de nombreux petits massifs isolés, véritables îles montagneuses dans la plaine.

Le climat est de type soudanien (alternance d'une longue saison sèche et d'une

saison pluvieuse au cours de laquelle les pluies atteignent 800 à 1 000 mm), avec des nuances sahéliennes dans les plaines septentrionales.

La fertilité des sols de montagne, souvent peu épais (lithosols), est cependant supérieure à celle des sols sableux du plateau intérieur. La décomposition chimique des roches granitiques leur assure un renouvellement constant en éléments minéraux : selon A. Hallaire, il y a ainsi une fertilisation spontanée des sols, favorisée par l'aménagement des pentes en terrasses. Localement, la présence d'un parc à *Faidherbia* contribue au maintien du potentiel agronomique des sols. Les uns et les autres doivent être protégés de l'érosion. Dans l'ensemble, leur aptitude agricole est médiocre. A proximité des aires volcaniques les sols sont plus fertiles.

Les montagnes sont depuis longtemps habitées et exploitées par de véritables montagnards. Elles ont été rejointes par des groupes disparates, refoulés de la plaine, vaincus et refusant la loi du vainqueur, dispersés lors des conflits qui ont opposé les grands États des confins sahéliens de la cuvette tchadienne (empires du Kanem, Bornou, Mandara) ou lors de la mise en place de l'hégémonie peul. Parmi les groupes montagnards, deux dominent : les Mafa (ou Matakam) au nord de Mokolo (plus de 100 000 personnes) et les Mofu implantés dans les massifs qui dominent la plaine du Diamaré (50 000 personnes). Tous les autres groupes — « une poussière d'ethnies » — ne rassemblent jamais plus de 10 000 personnes. Ils sont tous appelés Kirdi (« infidèles » en arabe) ou Habé (« païens » en peul). Ils forment un ensemble complexe, hétérogène sur le plan politique, mais en tous domaines fortement distinct des populations musulmanes de la plaine : Mandara et Fulɓe surtout.

L'accumulation des hommes dans le temps, jointe à un accroissement naturel important (actuellement près de 2 % par an), explique la forte densité de population : localement, elle dépasse 200 hab./km². Dans l'ensemble, la population est beaucoup plus nombreuse sur les massifs que sur le plateau intérieur. La densité de population présente cependant de fortes inégalités d'un massif à l'autre.

Jusqu'à une date récente, la situation démographique évoluait en « dent de scie », des périodes d'accroissement continu de la population alternant avec des crises liées à des famines ou des conflits guerriers (il y eut quatre grandes famines au cours des cinquante dernières années) qui épongeaient les excédents. Parallèlement, les terroirs villageois s'étendaient (notamment sur les piedmonts ou sur le plateau de Mokolo) puis se contractaient, les survivants se redistribuant les terres. L'année 1963 marque probablement un tournant dans l'évolution démographique des montagnes. Plusieurs dizaines de milliers de montagnards ont été contraints de s'installer sur les piedmonts. Les courants de descente ont été très inégaux selon les massifs : certains sont pratiquement désertés, d'autres par contre ont retenu l'essentiel de leur population. On note des mouvements de retour.

Population dense à fort dynamisme démographique, espace nettement délimité, régions avoisinantes dominées par des populations hostiles, sols médiocres exigeant des soins minutieux : ces divers facteurs ont concouru au développement d'une économie d'« assiégés ». Intensive, centrée sur le mil, l'agriculture se caractérise par des méthodes culturales et des techniques agraires très élaborées, remarquablement adaptées au milieu physique [7] : terrasses, parc d'arbres utiles, sélection de variétés de plantes, fumure, assolement (sorgho blanc et petit mil se succèdent d'année en année sur une grande partie des Monts du Mandara). L'arachide s'est développée récemment sous la pression de l'impôt, mais elle concurrence le mil pour l'espace et l'utilisation de la force de travail familiale ; elle est cultivée surtout dans les vallées ou au pied des massifs.

C'est une agriculture permanente, savante, adaptée, diversifiée : tout le sol exploitable est exploité. Par son action collective, l'homme a complètement transformé le paysage — « une gigantesque construction humaine » [8, p. 217] — pour rendre le milieu viable. On a pu parler d' « optimum technologique » [9, p. 112] et d'un « système cohérent difficilement perfectible » [1, p. 30]. Mais cette agriculture n'assure qu'un équilibre précaire, délicat entre le milieu et les hommes ; elle n'apporte que le minimum vital. La nécessité de payer l'impôt, les besoins nou-

veaux en argent ont accéléré la prise de conscience, par les jeunes surtout, des insuffisances de la montagne. Les départs — migrations temporaires de travail ou installations en plaine — sont des « révélateurs » du surpeuplement.

Le cadre montagnard éclate chaque saison sèche pour livrer passage aux migrants saisonniers [**9**, p. 117]. Ce sont des jeunes gens qui vont travailler dans des villes (menus travaux urbains ; transport d'eau, de bois) ou dans les villages de la plaine (culture du coton, du mil de saison sèche). Ils sont particulièrement nombreux dans les aires les plus peuplées des montagnes. Certains montagnards profitent des « creux » de leur emploi du temps en saison des pluies pour s'engager pendant quelques jours comme manœuvres agricoles. Un tiers des actifs, hommes et femmes, du village d'Hodogway [**8**] ont ainsi quitté leur village en 1965, travaillant en moyenne pendant quatre jours. Dans les massifs Podokwo [**5**], les femmes et les jeunes descendent travailler en plaine pendant les jours de repos traditionnels en montagne ; ils vont sarcler les champs de coton, puis participer à la récolte. Les hommes vont plus loin et s'absentent plus longuement, entre deux sarclages dans leurs champs de mil. A. Hallaire signale que certains montagnards délaissent totalement leur exploitation et travaillent pendant tout l'hivernage dans les champs des villageois de la plaine. Ce sont de véritables ouvriers agricoles.

Les migrations de travail sont liées aux insuffisances des récoltes en montagne, mais surtout à la nécessité de se procurer de l'argent pour payer l'impôt [**5**]. La montagne ne peut répondre aux exigences économiques modernes. Selon J. Boutrais, les migrations de travail représentent un « contrepoint à la colonisation agricole en plaine » [**5**, p. 86] : elles permettent à de très fortes densités de population de se maintenir en milieu montagnard et freinent ainsi les mouvements de descente en plaine. Inversement, elles contribuent à rompre l'isolement des montagnards et peuvent les préparer à une éventuelle installation définitive [**7**]. Les salariés agricoles temporaires sont nombreux parmi les montagnards déjà installés en plaine ; pour certains c'est une formule transitoire avant qu'ils ne consacrent tous leurs efforts à leurs propres champs.

L'installation en plaine représente le deuxième aspect, le plus important, de la descente des montagnards. La forte densité de population sur les massifs fut un temps une grande ressource : elle a permis et exigé une transformation radicale du milieu naturel, elle a été un facteur de puissance et de dynamisme dans la résistance à l'adversité historique et biologique. Elle est actuellement très contraignante. Le dynamisme démographique de la société montagnarde intensifie progressivement ce contre quoi il avait permis de lutter : la rareté des terres. La pression de la démographie « débusque » les montagnards de leurs rochers [**9**, p. 46].

Se plaçant à un niveau d'analyse global, A. Podlewski avait démontré en 1961 une relation très nette entre la densité de la population et le taux d'émigration (migrations urbaines et mouvements vers les plaines). J. Boutrais montre que les faits sont moins simples. Il y a bien un seuil de surpeuplement au-delà duquel les montagnes ne sont plus en mesure de nourrir leurs habitants et ne leur laissent d'autre choix que l'émigration. La plupart des massifs sont (ou plutôt étaient avant 1963) en situation latente de surpeuplement, à la merci d'une mauvaise récolte. Mais chacun a une charge démographique qui lui est propre, dont le poids objectif et subjectif dépend de nombreux facteurs.

Schématiquement « tout se passe comme si les massifs les plus densément peuplés gardent sur place leurs montagnards alors que les autres massifs se trouvent désertés par les descentes en plaine » [**5**, p. 78]. A ce paradoxe, il y a plusieurs raisons.

Les aires les plus peuplées des Monts du Mandara sont les massifs de bordure. Leurs habitants ont la possibilité d'exploiter les terres de piedmont lorsque leur fertilité est suffisante. Plus aisément que les autres, ils peuvent participer aux migrations de travail en hivernage sur les champs de coton ou de mil repiqué des populations de la plaine. En plus grand nombre que les autres, ils se dirigent en

saison sèche vers les villes. Ces divers facteurs contribuent à alléger la charge démographique réelle qui pèse sur les terroirs montagnards.

Leur influence sur l'ampleur des mouvements de descente en plaine ne s'exerce cependant qu'à travers un facteur historique : il y a un rapport inverse entre l'importance des départs vers la plaine et « l'enracinement ancestral du peuplement en montagne » [**5**, p. 112]. Les « vrais » montagnards, ceux dont les ancêtres sont « sortis des rochers », quittent peu leurs massifs et tendent à y revenir lorsqu'ils ont été contraints de partir par l'Administration. L'action de cette dernière en 1963-64 a été très variable selon les massifs. Elle a été souvent brutale et quelque peu aveugle. Les plus forts contingents de migrants actuels viennent moins des massifs surpeuplés que de ceux où la population a franchi un seuil de sous-peuplement, en deçà duquel l'agriculture montagnarde ne peut subsister. Le « modèle » du terroir montagnard ne comprend pas d'espaces incultes. Le système de terrasses n'est efficace contre l'érosion que s'il couvre tout le versant. Lorsque les terroirs ne sont plus contigus, leurs marges se révèlent très sensibles au ruissellement, au ravinement et aux dégâts des animaux (animaux sauvages divers ou, dans certains cas, troupeaux de bovins venant patûrer les jachères). Chacun tend à se rétracter par abandon des aires périphériques qui deviennent incultes ou que l'on ne peut protéger. « Les montagnes doivent être densément peuplées ou bien elles se vident d'elles-mêmes » [**5**, p. 91]. « Une hémorragie de population trop grave conduit à la ruine de l'agriculture montagnarde, au dépeuplement, et à l'abandon du massif à la friche » [**5**, p. 88].

Il y a longtemps que des montagnards ont commencé à s'installer dans les plaines. Le mouvement était déjà signalé vers 1925-1930. Il s'amplifia en 1931-32 à la suite d'une très grave famine dans les montagnes ; mais la plupart des migrants retournèrent sur leurs massifs. En 1937, il y avait plus d'un millier de Matakam dans la plaine de Mora. En 1961, A. Podlewski dénombre 4 600 montagnards dans la plaine de Mora, 1 000 dans la plaine de Gawar, 500 dans la plaine du Diamaré, près de Maroua, et 3 000 au Cameroun ex-britannique. Le mouvement était donc resté modeste. En 1970, J. Boutrais évalue à 45 000 les montagnards installés dans les plaines au nord des Monts du Mandara (plaines de Koza, Mokolo, Mora) ; ils sont 65 000 dans la plaine du Diamaré, à l'est des montagnes, et plus de 5 000 dans la plaine de Gawar (au sud-est).

Le rôle de l'Administration est fondamental : la descente des montagnards en plaine a été un de ses objectifs constants. Elle a encouragé, facilité (notamment en délimitant localement en plaine des zones de culture pour les montagnards, puis en créant des casiers et périmètres d'accueil) et amplifié un mouvement qui, selon A. Hallaire, « se dessinait spontanément mais timidement » [**7**, p. 57]. Après l'indépendance, la descente des montagnards est devenue un objectif prioritaire. Les résultats sont spectaculaires : plus de la moitié des montagnards installés en plaine actuellement se sont déplacés, sous la contrainte, en 1963-64.

Mais il s'agit plus d'un glissement de l'habitat au pied des massifs que d'un véritable déplacement. Selon J. Boutrais, les chiffres cités ci-dessus « amalgament ceux qui sont descendus en plaine et ceux qui ont donné l'illusion d'y descendre » [**5**, p. 61]. Entre le montagnard réellement installé en plaine et celui qui se contente d'y résider, cultivant par ailleurs ses champs de montagne, toutes les combinaisons sont possibles. Le dédoublement de l'exploitation familiale et de l'habitat est fréquent.

Dans l'espace, deux données caractérisent le mouvement de descente en plaine.

Rares sont les montagnards installés à plus de 20 kilomètres du pied de leurs massifs, soit à plus d'une journée de marche : isolés, perdus dans un village peuplé par une ethnie de la plaine, dont ils adoptent le genre de vie, ce sont des déracinés qui ont rompu tous liens avec la société montagnarde. Il y a, à une vingtaine de kilomètres des massifs, quelques petits noyaux de montagnards, épars au milieu des populations musulmanes, rassemblant fréquemment d'anciens ouvriers agri-

coles. Ce sont souvent des groupes instables, hétérogènes, en voie d'acculturation, très dépendants des populations qui les ont accueillis. En règle générale, les montagnards ne s'aventurent pas très loin en plaine, et ne le font que depuis peu de temps.

Par ailleurs, l'émigration s'alimente essentiellement aux quartiers et aux massifs qui dominent directement les plaines[1]. J. Boutrais a pu ainsi limiter son étude des aires de départ à une bande de terres qui ne pénètre pas à plus de 3 kilomètres à l'intérieur des montagnes. Trois facteurs expliquent ce caractère. Les habitants des massifs « riverains » des plaines cultivaient parfois depuis longtemps les piedmonts dont les terres leur appartiennent. L'adoption de l'arachide, et plus récemment du coton, a favorisé l'extension de leurs cultures au pied des massifs. Leur descente en plaine est d'autant plus aisée qu'ils avaient depuis toujours des contacts privilégiés avec les populations de la plaine, dont ils connaissent la langue.

« La colonisation de la plaine représente une grande aventure pour les montagnards, et l'adaptation n'est pas aisée » [**5**, p. 14]. De nombreux obstacles se présentent. J.-Y. Martin a particulièrement mis en relief le profond fossé qui sépare montagnards et gens de la plaine, fondé sur un long passé d'antagonismes et de rapports guerriers, et de profonds contrastes culturels que la politique longtemps suivie par l'Administration n'a pas contribué à réduire. Cette opposition se double d'une compétition pour les terres : avec les éleveurs fulɓe dont les pâturages sont peu à peu grignotés par les défrichements, et qui adoptent eux-mêmes un genre de vie agricole (culture du coton et du mil repiqué) ; avec les Mandara qui « ressentent la descente des montagnards en plaine comme un empiétement sur leurs terres » [**5**, p. 135].

A l'exception de certains piedmonts, les terres appartiennent aux populations de la plaine. Bien que souhaitant ardemment la descente des montagnards, l'Administration a toujours reculé devant une réelle redistribution agraire. S'ils veulent cultiver, les montagnards doivent louer la terre (sans compter la redevance coutumière, *zakkat*, qu'ils doivent verser aux chefs de canton musulmans) ou l'acheter. L'ampleur des mouvements d'émigration au cours des dernières années, la concentration des montagnards dans une zone restreinte au pied des massifs ont entraîné une forte pression démographique. Les taux de fermage sont de plus en plus élevés, et les populations de la plaine exercent parfois de véritables chantages au retrait de la parcelle et imposent des contrats de location officieux, supérieurs aux normes et incluant des cadeaux divers et des prestations de travail. C'est un des principaux motifs de la remontée de montagnards.

Cette tension foncière explique pour une part les difficultés rencontrées par les montagnards pour adopter la culture du coton, obligatoire dans la plaine. Dans les massifs, la plante commerciale est l'arachide, cultivée souvent sur le piedmont. Bien qu'elle apporte peu de revenus monétaires, les montagnards lui reconnaissent beaucoup d'avantages : elle se conserve bien, peut être vendue à tout moment pendant l'année, elle peut être consommée. Sous l'action énergique de la CFDT, le coton connaît un vif succès auprès des populations de la plaine. Son essor ne peut être dissocié du développement de la culture du mil repiqué dont le cycle végétatif est décalé par rapport à la saison des pluies, mais qui exige des sols particuliers (argileux, du type vertisols), assez peu répandus, que les populations de la plaine se sont appropriées.

De même que sur les massifs, les montagnards installés en plaine accordent la priorité aux cultures vivrières. Les *karal* (nom donné localement aux aires aptes au mil repiqué) étant déjà exploités ou loués à un prix très élevé, ils n'ont généralement d'autre choix que la culture du mil sous pluie. Plus que l'arachide, le coton concurrence le mil pour l'utilisation du temps (il faut deux sarclages pour l'ara-

1. Une fraction de la population des massifs situés en retrait tend parfois à coloniser le plateau intérieur. Le mouvement, encouragé par l'Administration, présente des caractères qui lui sont propres.

chide, quatre à cinq pour le coton) et exige les meilleurs sols. Placé devant la nécessité de réduire les surfaces consacrées au mil, le montagnard choisit parfois de ne pas quitter son massif, ou d'y retourner.

La forte pression démographique qui s'exerce déjà sur les terres les plus proches des montagnes oblige les migrants à s'éloigner de plus en plus pour défricher de nouvelles terres. La distance réduit les rapports avec la famille et le massif d'origine, tandis que les groupements d'immigrés sont d'autant plus hétérogènes qu'ils sont éloignés du pied de la montagne. L'isolement social est d'autant plus durement ressenti que certains antagonismes et incompatibilités historiques entre groupes montagnards se poursuivent dans la plaine et entretiennent un climat social heurté. Dans les villages du périmètre de Doulo-Ganay, J. Boutrais note un processus d'homogénéisation ethnique par l'intermédiaire d'un « phénomène d'épuration » progressive des groupes minoritaires.

S'il est une conclusion du travail de J. Boutrais qui s'impose avec force, c'est bien celle de la très grande diversité des aspects de l'implantation des montagnards au pied des massifs, selon les aires d'accueil. En fonction des sols, du peuplement originel, de la densité de population, des droits fonciers existants, chaque plaine — voire chaque partie de plaine — offre aux montagnards des conditions d'installation originales. Aussi, sans pouvoir toujours échapper peut-être à une simplification excessive, contentons-nous de dégager les traits majeurs les plus caractéristiques de l'ensemble des mouvements de descente des montagnards. Il importe toutefois de distinguer la descente en piedmont de la colonisation de la plaine proprement dite. L'une et l'autre n'ont pas la même ampleur et la même signification[1].

Au pied des massifs, sur quelques kilomètres de large se succèdent glacis sableux, aux sols médiocres, et bassins alluviaux, plus fertiles, au débouché des vallées. Les terres sont exploitées parfois depuis longtemps par les montagnards et leur appartiennent. Leur exploitation était discontinue dans le temps selon la situation démographique dans les massifs et les conditions de sécurité. J. Boutrais montre comment en période d'expansion démographique, les terroirs montagnards pouvaient se « déployer » sur les piedmonts. Mais l'habitat restait montagnard, tandis que les champs de plaine ne représentaient qu'une fraction des surfaces cultivées, variable selon le statut de l'exploitant au sein de la famille.

Depuis 1931, date de la dernière grande famine, la population n'a cessé de croître. Le manque croissant de terres sur la montagne, joint à l'extension privilégiée de l'arachide sur les piedmonts, la nécessité de se rapprocher des champs, les encouragements de l'Administration ont incité certains montagnards à s'installer en permanence au pied de leurs massifs. J.-Y. Martin puis J. Boutrais analysent le rôle fondamental que joue à cet égard le système foncier montagnard : en particulier, à travers le mode d'héritage des terres, il contraint une partie des frères et fils à cultiver hors des massifs. Cette descente en piedmont est progressive et peut s'effectuer en plusieurs étapes. Elle n'implique pas de rupture. Le paysan reste tout à fait intégré à son groupe et continue parfois d'exploiter ses anciens champs sur la montagne. Souvent le père reste sur le massif (remplacé après son décès par son fils aîné). Le mouvement s'était développé spontanément. Les mesures administratives de 1963-64 ont conduit à un véritable déversement de la population sur les piedmonts, variable cependant selon les massifs. Les modalités de l'implantation des montagnards sont différentes selon les endroits : peuplement en « tâche d'huile » sur les glacis, essaimage simultané ou progressif dans les bassins alluviaux ou le long des rives des *mayo*.

Sur tous les piedmonts, la population montagnarde est devenue majoritaire,

1. J. Boutrais analyse de près les conditions d'installation et d'activité des montagnards et leur évolution dans le casier de Mokyo et dans le périmètre de Doulo-Ganay, qui sont deux exemples de colonisation dirigée et encadrée. Il n'en est pas tenu compte ici.

submergeant les populations de la plaine. L'emprise foncière exercée antérieurement, le processus de glissement de l'habitat rendent compte de l'homogénéité ethnique du peuplement montagnard sur les piedmonts. Ces derniers sont découpés en secteurs d'expansion à partir des massifs, chaque groupe montagnard colonisant la partie du piedmont la plus proche. Certains massifs se sont « vidés » dans un ou deux villages situés à leurs pieds.

« Le déversement des montagnards s'étale très peu au-delà du pied des massifs » [**5**, p. 263]. Ils s'entassent sur les piedmonts et les bassins alluviaux contigus. L'opposition classique entre les massifs peuplés et les plaines inhabitées n'est plus vraie : la limite passe maintenant quelques kilomètres plus loin au contact entre les piedmonts et les plaines. Certains piedmonts sont déjà saturés et jouent le rôle de foyers d'émigration. Les jeunes ne trouvent plus de terres libres ; les nouveaux venus sont contraints de s'éloigner. La médiocrité des sols sur de nombreux glacis, l'abandon de la rotation biennale du sorgho et du petit mil (mais J. Boutrais note que localement elle tend de plus en plus à être pratiquée), l'absence fréquente d'un parc à *Faidherbia albida*, des techniques de protection du sol et de maintien de sa fertilité moins répandues et moins soignées contribuent à réduire notablement le seuil du surpeuplement par rapport aux montagnes.

La conséquence majeure de cette surcharge démographique des piedmonts est une rapide dégradation du milieu naturel. Les « forêts » ont disparu, remplacées sur les jachères par une brousse secondaire de type sahélien. Les sols de glacis, sableux, minces et friables, sensibles à l'érosion, sont décapés ou ravinés. Leur fertilité, médiocre au départ, décroît. Dans les bassins alluviaux, les rendements baissent parce que le sol cultivé en permanence s'épuise.

L'installation en plaine se présente comme le prolongement du mouvement de descente en piedmont. Mais les différences sont de taille : s'installant en plaine, le montagnard quitte sa famille, abandonne ses terres et réside « chez les musulmans ».

Dans la plaine de Mora, A. Hallaire distingue trois phases successives dans l'installation des montagnards. Dans un premier stade, fréquemment « exilés » (à la suite de conflits divers dans les massifs), les montagnards se mettaient sous la protection d'un notable mandara chez qui, embauchés comme domestiques, ils résidaient avec leur famille. Par la suite, les montagnards ont formé de petits quartiers accolés à des villages mandara ; ils se sont enracinés dans la plaine, construisant des habitations, exploitant des champs personnels, recréant une vie sociale propre à leur groupe. C'est la forme d'habitat la plus fréquente actuellement. Depuis peu de temps, les montagnards constituent parfois de véritables villages autonomes (tandis que d'autres s'installent dans les casiers aménagés pour eux par l'Administration). J. Boutrais note un processus assez semblable dans la plaine du Diamaré.

Les montagnards pénètrent peu à peu à l'intérieur des plaines, progressant dans les zones alluviales le long des *mayo* où ils trouvent à la fois des sols fertiles et de l'eau (nappe phréatique permanente), puis étendant leurs défrichements sur les interfluves. La plupart des bonnes terres doivent être louées ou achetées aux populations de la plaine. L'installation en plaine exige souvent une mise de fonds préalable (pendant quelques années, certains se contentent d'être ouvriers agricoles, afin d'amasser un petit pécule) ; par la suite, pour subsister, il est nécessaire de cultiver du coton, parfois de s'engager temporairement comme salarié.

La plupart des colons ont rejoint directement leur lieu de résidence ; mais de plus en plus le piedmont joue le rôle de relais. Ils ne sont pas partis au hasard, et leur destination leur était en général connue d'avance ; le plus souvent ils s'installent près de parents ou d'amis. A Glapar, village matakam dans la plaine de Mora, à une dizaine de kilomètres du pied des massifs, J.-Y. Martin constate que le processus de formation du village a été semblable, quoique très accéléré, au « modèle » traditionnel dans les massifs. Le fondateur a attiré auprès de lui des individus qui avaient tous un rapport plus ou moins étroit avec son village d'origine (originaires du village ou membres d'un des clans représentés dans le village). Glapar serait ainsi un « village-jumeau » du village natal du fondateur. Cependant, dans l'en-

semble, l'hétérogénéité des groupements de colons croît avec l'éloignement du pied des massifs.

Les relations avec les parents restés sur la montagne ne cessent jamais. La proximité permet de maintenir d'étroites relations. J. Boutrais note que « parfois il se produit un dédoublement de l'exploitation entre la montagne et la plaine et un approvisionnement des membres de la famille restés en montagne par ceux descendus en plaine » [**5**, p. 120]. Aucun village en plaine n'acquiert une véritable autonomie sociologique (ainsi les hommes continuent à être enterrés sur les massifs) : il n'est qu'une « antenne » du massif proche dont ses habitants sont pour la plupart originaires. A Glapar, J.-Y. Martin observe que les deux tiers des chefs de famille retournent au moins une fois par mois dans leur village d'origine ; certains effectuent un incessant va-et-vient. Si la relative concentration de l'habitat permet au village de devenir « un ensemble plus cohésif » qu'en montagne (« tous les villageois se connaissent » [**9**, p. 106]), les relations les plus profondes sont gardées avec le massif d'origine. Le réseau de relations est toujours strictement matakam.

Selon une enquête de A. Podlewski, les deux tiers des émigrés dans les plaines proches des massifs (plaine de Mora et de Gawar) manifestaient l'intention de ne plus retourner dans leur village d'origine. J.-Y. Martin considère que l'installation en plaine des Matakam est définitive. J. Boutrais souligne l'importance de deux phénomènes : le mouvement de remontée sur les massifs et l'instabilité du peuplement montagnard en plaine, qui sont en partie liés.

Les pressions très vives exercées par l'Administration en 1963 ont certainement conduit en plaine des montagnards qui ne le souhaitaient pas et qui, très attachés à leurs massifs (attachement psychologique et religieux), peu à peu s'en retournent chez eux. La médiocrité des sols de certains glacis de piedmont, la pression démographique déjà forte et les difficultés rencontrées parfois pour défricher des terres, l'amélioration très modeste du niveau de vie ont incité de nombreux montagnards installés sur les piedmonts soit à s'éloigner des massifs, soit au contraire à y remonter. L'hétérogénéité des groupements d'immigrés, l'isolement familial et social, la nécessité de louer les parcelles de culture aux populations de la plaine, les tracasseries foncières ont par ailleurs déterminé des mouvements de retour d'émigrés implantés dans les plaines soit sur les piedmonts soit sur les massifs. Ils affectent également les casiers de colonisation.

Les mouvements de remontée sont nombreux surtout vers les massifs les plus peuplés, occupés par des groupes fortement enracinés dans leurs terroirs, où les mouvements de départ étaient restés très modestes. Mais ils concernent presque tous les massifs. Selon J. Boutrais, « depuis que les montagnards commencent à coloniser la plaine, c'est-à-dire depuis 1950, les mouvements de va-et-vient, d'échanges de population dans les deux sens entre les massifs de départ et les zones d'arrivée se poursuivent de façon continue ». Il estime, à juste titre, que ce phénomène de remontée est moins préoccupant pour l'avenir que la « profonde instabilité du peuplement habé de la plaine » [**5**, p. 70].

La proximité des aires de départ et d'accueil, les caractères du mouvement d'émigration attestent que les montagnards ne s'aventurent qu'avec prudence hors de leurs massifs. Leur habitat, leurs activités économiques et sociales montrent que si les conditions locales ne leur permettent pas de maintenir intégralement, dans tous les domaines, leur mode de vie traditionnel, les montagnards ne se laissent pas enfermer dans l'alternative « continuité ou rupture » que leur propose J.-Y. Martin [**9**, p. 205]. Comme ils ont su déjà le faire dans le passé, ils s'adaptent aux particularités de leur nouveau milieu de vie, manifestant toutefois un profond conservatisme. Ne dit-on pas qu'ils sont de « vrais » paysans ?

Dans la plaine de Mora, l'habitat des Matakam évoque pleinement celui que l'on rencontre dans leurs massifs d'origine. La forme des habitations, les matériaux

utilisés (cases rondes en pierres recouvertes d'argile, toit en paille) sont semblables. Cependant à Glapar les cases sont plus grandes, reliées de façon lâche ; une cour intérieure, quelques cases rectangulaires, des greniers extérieurs apparaissent. A. Hallaire notait que dans l'ensemble, les habitations lui semblaient construites avec moins de soins (murs en secco ou tiges de mil). Si chaque enclos familial, *gay*, est plus desserré, la nébuleuse d'enclos, disposition traditionnelle de l'habitat, est plus compacte qu'en montagne. Là chacun s'installe près de son champ. Ici l'espace est plus structuré : l'aire habitée et les champs de case s'individualisent, les champs sont rejetés à la périphérie. Le Matakam modèle le paysage selon une image qui lui reste cependant familière. J. Boutrais observe que « la disposition des éléments et l'allure de la maison rurale se modifient plus profondément » [**5**, p. 291] à mesure que l'on s'éloigne du massif de Mokyo (au nord de Maroua). Cette évolution est liée au contexte économique différent et aussi à des emprunts aux ethnies voisines de la plaine : l'enceinte en pierre est abandonnée, les cases sont construites en terre, la case carrée tend à se substituer à la case ronde. Elle croît avec l'aisance économique. Le cérémonial, qui en montagne préside au choix de l'emplacement et à la construction de l'habitat, n'est plus guère observé ; le contexte religieux tend à disparaître.

L'attachement aux modèles traditionnels, tempéré par une réelle aptitude à l'adaptation, est tout aussi net en ce qui concerne l'activité des émigrés. Tandis que les populations de la plaine développent la culture du coton et celle du mil repiqué, adoptent la culture attelée, les montagnards restent fidèles aux mils et à la polyculture, et n'exploitent une culture commerciale que dans la mesure où elle ne les contraint pas à négliger le mil. Le système de culture des montagnards installés en plaine présente des aspects variables selon les aires d'accueil : qualités du sol, surfaces disponibles, éloignement des massifs jouent un rôle prépondérant.

Dans l'ensemble, au moins quatre éléments nouveaux apparaissent : les mils de montagne sont remplacés par des variétés de mils de la plaine, le coton se développe au détriment de l'arachide (même sur les sols peu favorables), les cultures associées sont moins répandues (elles sont interdites sur les champs de coton), le tabac disparaît. Les rotations culturales adoptées sont très variables et dépendent de la nature des sols et aussi du rythme cultural et, à travers lui, de la pression démographique. Les modifications du système de culture sont les plus profondes dans la plaine de Gawar où, comme les populations de la plaine, les montagnards ont largement adopté le coton et le mil repiqué.

La descente en plaine ne s'accompagne pas d'une grande extension des surfaces cultivées. Dans quelques villages montagnards étudiés par A. Hallaire, la superficie exploitée par personne est en moyenne proche de 25-30 ares ; à Magoumaz, selon J. Boulet, elle est de 40 ares. Dans la plaine de Mora, selon un sondage dans quelques exploitations effectué par A. Hallaire, elle atteint 60 ares ; elle n'est que de 45-55 ares dans la plaine de Mozogo.

Analysant de près le problème des temps de travaux, J. Boutrais montre que les conditions climatiques en plaine sont en fait moins favorables à l'agriculture que dans la montagne (hivernage moins long, pluies moins précoces, températures plus rigoureuses), tandis que les terrasses aménagées sur les versants des massifs retiennent l'eau, favorisent son infiltration et réduisent les incertitudes agricoles du début de l'hivernage. En plaine, les travaux sont moins étalés dans le temps, et les pointes de travail plus importantes. Les paysans d'Hodogway, village de montagne [**8**], et ceux qui sont installés dans le périmètre de Doulo-Ganay, en plaine, cultivent à peu près la même surface en mil (35 ares par personne) et en culture commerciale : 10 ares, consacrés à l'arachide dans le premier cas, au coton dans le second. Mais le coton exige plus de soins culturaux (quatre ou cinq sarclages, contre deux pour l'arachide) et donc de temps de travail : il y a de fait une extension de l'exploitation. La substitution du coton à l'arachide se fait au détriment de la culture du mil, qui est moins soignée.

Selon J. Boulet, « le montagnard Mafa perd ses qualités de cultivateur lorsqu'il

est transplanté en plaine » [**1**, p. 5]. J.-Y. Martin constate que nombre de techniques d'aménagement du sol sont inutiles en plaine. Il dresse un tableau des activités agricoles en montagne et en plaine dont il ressort un relatif « relâchement » des façons culturales en plaine : apparition de jachères, association de cultures plus rare, nombre de binages réduit (trois ou quatre pour le mil à Magoumaz, deux à Glapar), une discipline collective moins stricte. Mais il estime qu'en définitive l'agriculture des montagnards en plaine reste tout aussi intensive que sur les massifs.

Abordant le problème à une échelle territoriale plus vaste, J. Boutrais concilie quelque peu les deux points de vue. Il constate que les techniques agricoles en plaine sont d'autant plus extensives que les sols sont moins fertiles (sables grossiers des glacis) et que la densité de population est plus faible. Il note que lorsque celle-ci croît, les paysans tendent spontanément à adopter les techniques de conservation et d'amélioration des sols utilisées en montagne (rotation biennale, création d'un parc à *Faidherbia albida*, notamment). Il conclut que dans l'ensemble, le système agricole ne change guère et que le travail investi reste semblable, en quantité et en qualité. Le mouvement de descente des montagnards s'accompagne d'une extension en plaine de zones d'agriculture permanente intensive.

En somme, ni rupture ni continuité, mais discrets changements imposés ou permis par le nouveau contexte géographique, et relative ouverture vers les cultures commerciales.

Ces caractères se projettent dans les budgets familiaux qui, par ailleurs, reflètent certains aspects des motivations de la descente en plaine. A partir d'études-échantillons, J.-Y. Martin (à Magoumaz et Glapar) et J. Boutrais (sur le massif et dans le casier de Mokyo) parviennent à la même conclusion : le revenu annuel moyen par famille augmente peu en plaine. A Magoumaz, le revenu (16 000 francs CFA) provient surtout du mil (69 %) puis de l'arachide (16 %) ; à Glapar (revenu : 20 000 francs CFA), le mil ne représente plus que 40 %, le coton atteint 29 %, l'arachide 24 % : les cultures commerciales prennent une place prépondérante. Sur le massif de Mokyo, les recettes (16 000 francs CFA en moyenne pour chacune des huit familles étudiées) viennent de la vente du tabac, de l'arachide et des haricots, de l'artisanat (taille de la pierre, paille) et du salariat agricole. Les montagnards installés dans le casier de Mokyo (revenu moyen : 18 000 francs CFA) vendent surtout du coton, du mil ; ils ont quelques activités commerciales (bière de mil pour les femmes, revente de produits) et retirent un peu d'argent du salariat agricole ; ils ont tous abandonné les activités artisanales.

A Glapar et à Magoumaz, les dépenses monétaires correspondent essentiellement à des préoccupations de prestige (habits, bétail) destinées à améliorer « la situation économique du statut social » [**9**, p. 143]. Cependant à Glapar, la part du bétail et de la « dot » (les hommes mariés de Glapar ont en moyenne deux fois plus d'épouses que ceux de Magoumaz) augmentent, celle du mil chute. Le surplus d'argent obtenu permet de mieux satisfaire les objectifs les plus valorisés socialement dans le contexte traditionnel. J. Boutrais constate que les dépenses d'alimentation sont peu différentes en montagne et en plaine. Par contre, les colons achètent beaucoup plus de vêtements et de bière de mil.

La structure des revenus à Glapar montre que la part du mil a diminué en valeur absolue (10 200 francs CFA à Magoumaz, 8 400 à Glapar). Partis parce qu'ils manquaient de mil, les montagnards installés en plaine développent apparemment surtout les cultures commerciales. Le mouvement d'émigration serait ainsi autant lié au manque d'argent (et à l'impossibilité de cultiver le coton en montagne) qu'à l'insuffisance des ressources vivrières. Aux facteurs qui contraignent les montagnards à émigrer s'ajouterait un « appel de la plaine » qui, pour A. Hallaire, est aussi « l'appel de la civilisation moderne » [**8**, p. 231]. Caractérisant l'activité économique des montagnards installés en plaine par une certaine ouverture sur les marchés, J. Boutrais aboutit à une conclusion en définitive assez voisine.

Le système agricole dans les massifs traduit un remarquable mais délicat équilibre entre le milieu et les hommes. Il est parfaitement adapté et efficace dans le cadre d'une économie d'auto-subsistance : il a assuré la survie des montagnards pendant des siècles. Le drame de l'agriculture montagnarde est de ne pas être en mesure de répondre aux impératifs modernes. Le système agricole « ne peut évoluer au-delà de ce qu'il est » [**4**, p. 211]. Certains massifs, trop dépeuplés après 1963, sont en voie d'abandon. D'autres sont parvenus à retenir leur population ; cependant l'émigration y est inévitable. Mais déjà un nouveau drame se profile.

La descente « contrainte » des montagnards sur les piedmonts a conduit à leur saturation. La densité de population atteint parfois 100 à 150 habitants au km², tandis que les sols de glacis, médiocres, se dégradent rapidement. Déjà, elle interdit localement l'essor de la culture attelée — grosse consommatrice d'espace —, seule chance d'un véritable développement rural. Selon J.-Y. Martin, les plaines de Mora et de Gawar seraient proches du surpeuplement. J. Boulet montre que certains cantons de la plaine deviennent à leur tour des aires de départ. Pour J. Boutrais le développement d'un mouvement d'émigration à partir des piedmonts est, à terme, inévitable. Plus loin, les plaines ne sont pas des terres neuves. Les populations locales y sont déjà nombreuses (densités proches de 50 hab./km²). Elles possèdent les terres et contrôlent en particulier toutes les zones fertiles. Elles s'opposent à toute réforme agraire et législation foncière, et se réservent les bons sols, louant les autres à des prix élevés.

Sur le piedmont et dans la plaine, le niveau de vie du montagnard n'est guère amélioré. Le jugement de J. Boutrais n'est guère optimiste : « La colonisation agricole et foncière de la plaine par les montagnards échoue. Il ne reste plus qu'une simple descente des montagnards sans effet agricole positif, un investissement humain considérable et inutile » [**5**, p. 62]. La situation économique et sociale des migrants dans les casiers et périmètres d'accueil n'est guère plus satisfaisante. Selon J. Boutrais, le seul résultat tangible de l'installation des montagnards — coûteuse à l'État — dans le casier de Mokyo et le périmètre de Doulo-Ganay est l'extension des déboisements.

Les perspectives sont modestes : coloniser entre les mailles actuelles du peuplement, récupérer les sols incultes dans les conditions techniques actuelles et les terres libérées par la transformation — ou la disparition — de l'élevage, mettre en valeur les plaines par une agriculture intensive soucieuse de rendements. Tous les auteurs soulignent que l'attention des responsables vis-à-vis des montagnards ne doit pas se limiter à une politique de « descente en plaine ». Il est peu vraisemblable, et non souhaitable, que toute la population des massifs émigre. Un programme de développement de la montagne doit être élaboré : les possibilités ne sont pas négligeables, même si elles ne permettent pas d'entrevoir un profond bouleversement des conditions de la vie économique en montagne.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

[**1**] J. Boulet, *Magoumaz : étude d'un terroir de montagne en pays Mafa (rapport préliminaire)*, Yaoundé, ORSTOM, n.d., 30 p. multigr.

[**2**] J. Boulet, *Étude de zones d'accueil dans six cantons au sud de Mokolo*, Yaoundé, ORSTOM, 1967, 42 p. multigr.

[**3**] J. Boulet, *Étude de zones d'accueil dans six cantons de l'arrondissement de Mora*, Yaoundé, ORSTOM, 1967, 46 p. multigr.

[**4**] J. Boulet, « Un terroir de montagne en pays Mafa : Magoumaz (Cameroun du Nord) », *Études Rurales*, 37-39, 1970, pp. 198-212.

[5] J. BOUTRAIS, *La colonisation des plaines par les montagnards au nord du Cameroun (Monts Mandara)*, Paris, ORSTOM, 1970, 343 p. ronéo.

[6] J. DRESCH, « Paysans montagnards du Dahomey et du Cameroun », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, 222-223, 1952, pp. 2-9.

[7] A. HALLAIRE, *Les Monts du Mandara au nord de Mokolo et la plaine de Mora : étude géographique régionale*, Yaoundé, ORSTOM-IRSC, 1965, 2 vol., 101 p. + cartes.

[8] A. HALLAIRE, « Des montagnards en bordure de la plaine : Hodogway (Cameroun du Nord) », *Études Rurales*, 37-39, 1970, pp. 212-231.

[9] J.-Y. MARTIN, *Les Matakam du Cameroun*, Paris, ORSTOM, 1970, 215 p.

[10] A. PODLEWSKI, *Enquête sur l'émigration des Mafa hors du pays Matakam*, Yaoundé, ORSTOM-IRCAM, 1961, 25 p. multigr.

5 866 .

4

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES - SORBONNE

SIXIÈME SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Fait

Cahiers D'ÉTUDES AFRICAINES

47

Volume XII MCMLXXII 3e Cahier

Tirage à part

Fait
19 JAN. 1973

19 JUIN 1986 MOUTON & CO
O. R. S. T. O. M. Fonds Documentaire
N° : 20 060 – 20 062
Cote : B.

O. R. S. T. O. M.
Collection de Référence
n° 58669 ex 1